

J'ai grandi dans un village ukrainien typique du district de Tcherkassy, à cent cinquante kilomètres environ au sud de Kiev, capitale de l'Ukraine. Mon village se trouvait sur la rive septentrionale de la Tiasmyn, un des nombreux affluents du Dniepr, et il était joli. Derrière le fleuve s'élevaient des collines verdoyantes ; une riche plaine, au sol noir comme du bitume, s'étendait vers le nord. Cette plaine n'était qu'une succession de champs. Tous les printemps et tous les étés, cette mosaïque disparaissait sous des kilomètres de blé. Des épis, verts au printemps et dorés en été, se balançaient doucement sous la brise estivale. Après la moisson, les champs se dénudaient et semblaient pleurer leur beauté perdue. Vers la fin de l'année, le nouveau cycle de couleur – le blanc de l'hiver – se fondait à l'horizon avec le ciel d'un gris-bleu glacé.

C'était un grand village d'environ huit cents maisons et de presque quatre mille habitants. Au centre s'élevaient les bâtiments communautaires – l'église, l'école, le magasin, le siège du gouvernement local, la poste et la maison où le

médecin habitait et exerçait. Également au centre, une place servait de terrain de jeux, de lieu de rencontre et de marché.

Comme le voulait l'usage dans tous les villages d'Ukraine, les maisons des fermiers étaient groupées. Les rues non pavées ne portaient pas de nom, mais chaque maison avait un numéro. Une route, pas davantage pavée, traversait le village et le reliait au monde extérieur.

L'architecture et les matériaux de nos maisons étaient simples : charpente grossière, murs de torchis et toit de paille. Un toit de tôle était considéré comme un signe de prospérité, et il y en avait peu dans le village. La plupart des maisons ne comportaient qu'une seule pièce qui servait à tout, à faire la cuisine comme à dormir. Les parquets de bois étaient également rares : les sols étaient en terre battue. Mais malgré la simplicité de leur architecture et nos conditions de vie primitives, ces maisons étaient propres et nettes.

Chacune possédait un terrain où poussaient des fleurs et quelques arbres fruitiers, et dans l'arrière-cour, on élevait des poulets, des oies et des canards. Une étable abritait un cheval, une ou deux vaches et quelques cochons. Un chien se prélassait d'habitude sous le porche ou devant la barrière.

Dans notre village pauvre et surpeuplé, seuls quelques fermiers possédaient plus de vingt-cinq hectares de terre. Mais, bien que sans ressources, ses habitants n'étaient pas malheureux. Après une dure journée de travail de printemps ou d'été, les jeunes se réunissaient aux alentours, aux carrefours, dansant, chantant et jouant tard dans la nuit. En famille, on rendait visite à des parents, à des amis, on se divertissait en assistant à des spectacles, en dansant, en festoyant dans des réunions où l'on mangeait et buvait toujours beaucoup. Bien que la chose fût interdite, on trouvait généralement le moyen de distiller sa propre eau-de-vie.

Notre village formait une communauté très solidaire. Les voisins s'entraidaient dans leur travail ou dans les cas d'urgence, et se retrouvaient ensuite pour une fête. Engagés pour l'occasion, un accordéoniste et un joueur de violon faisaient danser la compagnie, sur fond de nourriture et de boisson. Ces réjouissances duraient souvent jusqu'à l'aube.

Nous étions totalement libres de nos mouvements. Nous faisons des voyages d'agrément et nous nous déplaçons pour trouver du travail. Nous nous rendions dans de grandes villes, dans des bourgs voisins, pour assister à des mariages, à des ventes de charité et à des enterrements. Personne ne nous demandait de papiers d'identité ni ne nous interrogeait sur notre destination. Nous étions des individus libres.

L'hospitalité était une question d'honneur. Tout visiteur était le bienvenu chez nous. Parfois, nous n'avions pas assez à manger, mais nous offrions toujours ce que nous pouvions trouver de meilleur.

Bien que nous manquions constamment de diverses denrées de base, nous n'avions aucune crainte. Nous ne fermions jamais nos maisons à clé durant la journée. Vieux et jeunes pouvaient circuler dans notre village et aux alentours sans peur d'être molestés.

Nous accueillions avec joie la venue de l'hiver, et il me semblait que plus l'hiver était rigoureux, plus l'excitation, surtout pour nous les jeunes, était grande. Nous patinions, skiions et faisons de la luge jusqu'à plus soif. Le gel, la neige profonde et les tempêtes de neige faisaient de l'hiver une période de loisirs pour les fermiers, si tant est que la récolte eût été bonne. Pendant les courtes journées et les longues nuits d'hiver, nous passions la plus grande partie du temps à l'intérieur. Personne ne se plaignait du froid car il y avait du bois de chauffage en abondance. Après nous être occupés des animaux et avoir accompli les tâches quotidiennes, nous

étions contents d'être à la maison – nous lisions, écrivions, racontions des histoires, jouions, chantions et dansions.

En 1929, nous entendîmes dire pour la première fois que le parti communiste et le gouvernement avaient décrété la collectivisation des terres. Il existait depuis longtemps des collectifs comme le *TSOZ* (ou *TOZ*), l'*artil*, la commune ou le *radhosp* (*sovkhoze*, en russe). En fait, à part le *radhosp* et la commune, ces collectifs ou coopératives agricoles, comme on les appelait, n'étaient pas des innovations communistes, elles existaient avant la révolution, organisées comme de libres coopératives de fermiers. Elles étaient nées du besoin de s'organiser pour s'assurer un marché, les crédits de l'État, et de s'entraider pour ce qui était des instruments agricoles et des semences. On connaissait, en Ukraine, deux types de coopératives agricoles de ce genre : le *TSOZ* et l'*artil*. Le sigle *TSOZ* signifiait « Association pour la culture commune de la terre ». Le travail et la terre, en tout ou en partie, étaient les seuls à être collectivisés. Le bétail, les maisons et même une certaine superficie de terre pouvaient demeurer propriété privée et être exploités individuellement. Il s'agissait donc d'une association assez souple et susceptible d'être facilement dissoute.

Artel (*Artel*, en russe) signifiait « équipe » ou groupe de personnes ayant le même genre de vocation, organisées en coopérative de production. Les *artils* agricoles étaient des associations de fermiers qui mettaient en commun la totalité de leurs terres et leurs autres moyens de production, de même que leurs animaux de trait. Ils étaient rétribués en nature et en espèces, proportionnellement à la quantité de travail fournie. Les membres d'un *artil* pouvaient garder leur logement, une vache, des moutons, des chèvres, des cochons et des animaux de basse-cour. Au cours de la collectivisation totale qui intervint en Union soviétique, l'*artil* servit de modèle à ce que l'on appelle aujourd'hui la ferme collective.

Les communes agricoles qui, selon la théorie communiste, étaient censées représenter la forme la plus achevée de la vie et du travail sur le plan rural, furent fondées pendant la guerre civile de 1918-1921. Elles furent généralement installées sur les terres d'anciens propriétaires fonciers. Elles n'impliquaient pas seulement un travail agricole collectif, mais aussi une vie communautaire dans des maisons pourvues de cuisines, de pouponnières et ainsi de suite. Leurs membres n'avaient plus de biens privés, à l'exception de leurs affaires personnelles. Ces communes recevaient un important soutien du parti communiste et du gouvernement, mais s'avèrent, malgré cela, être un échec, et furent donc soit dissoutes, soit, dans la majorité des cas, transformées en fermes d'État.

Radhosp est le terme ukrainien pour *sovkhوزه*, qui signifie «ferme soviétique». En réalité, il s'agissait d'une entreprise d'État fonctionnant avec des cultivateurs salariés, lesquels n'étaient aucunement des fermiers dans le plein sens du mot; ils n'avaient voix au chapitre ni pour la répartition des bénéfices ni pour la gestion.

Tous ces collectifs étaient organisés selon le principe du volontariat et ne semblaient donc représenter aucune menace pour les agriculteurs indépendants. Qui plus est, les fermiers avaient été souvent témoins de leur échec, et se riaient des rumeurs faisant état de la collectivisation. Pourquoi un gouvernement souhaiterait-il répéter ces erreurs? Ils riaient trop vite.

Vers la fin de décembre 1929, quand les rumeurs concernant la collectivisation devinrent une réalité, des étrangers firent leur apparition dans notre village. Nous apprîmes bientôt qu'ils étaient les représentants officiels du Parti et du gouvernement. Ils avaient été affectés au village pour mettre sur pied une ferme collective.

On appelait le chef de ce groupe, qui comptait environ dix hommes, le «millième». Ses collaborateurs étaient

les propagandistes. Ces dénominations nous paraissaient étranges, mais nous comprîmes vite ce qu'elles signifiaient.

Le Comité central avait mobilisé, pour procéder à cette collectivisation forcée, vingt-cinq mille membres du Parti parmi les plus actifs et les plus loyaux. C'est pourquoi les membres de ce groupe d'élite furent appelés les millièmes. Après une brève période d'instruction sur les méthodes de la collectivisation, ces millièmes étaient envoyés dans diverses localités, dotés d'un pouvoir pratiquement illimité afin que leur mission soit particulièrement efficace. Ils relevaient directement du Comité central du Parti communiste d'Ukraine.

Chaque millième était accompagné d'un entourage de propagandistes choisis parmi les communistes ou les membres du *Komsomol* (Ligue de la jeunesse communiste) de chaque district.

Le millième et ses propagandistes étaient des individus qui avaient toujours vécu dans des villes. C'étaient des professeurs, des instituteurs, des ouvriers d'usine. Quand ces étrangers arrivèrent dans notre village, certains essayèrent de se lier avec la population en entamant des conversations. D'autres se promenaient simplement, regardant tout et tous avec curiosité, comme s'ils n'avaient jamais vu de campagne ni de campagnards.

Leur aspect nous amusait. Leurs visages pâles et leurs vêtements étaient tout à fait incongrus dans le cadre de notre village. Marchant avec précaution pour éviter que la neige ne mouille leurs souliers cirés, ils constituaient une présence étrangère parmi nous.

Malgré la curiosité et l'enthousiasme qu'ils manifestaient pour cet environnement nouveau pour eux, ils ne pouvaient pas cacher leur ignorance des mœurs de la campagne. Les villageois riaient de leur comportement de citadins, et, au

bout de quelques jours, ils étaient devenus le sujet de nombreuses plaisanteries.

Notre millième s'appelait Zeitlin – plus exactement le camarade Zeitlin. Nous ne le connaissions que sous ce nom, bien qu'il soit resté plusieurs mois au village. Le camarade Zeitlin nous apparaissait comme l'incarnation du régime qu'il représentait plus que comme un être humain. Nous avions appris qu'il venait de Kiev et était membre du Parti dès avant la révolution. Nous ne savions pas quelles avaient été ses activités antérieures, mais il était évident qu'il ne connaissait guère la vie à la campagne. Personne ne put déterminer sa nationalité. Il parlait un peu l'ukrainien mais n'était certainement pas né dans le pays.

Le camarade Zeitlin était assez petit et sa grosse tête contrastait avec ses épaules étroites. Nous ne le vîmes jamais sourire ; il semblait constamment préoccupé. Il parlait peu et, quand cela lui arrivait, il n'abordait que des sujets officiels dans un langage émaillé de slogans et de platitudes. À l'occasion, il lui arrivait de saluer un villageois, mais de façon irrespectueuse.

Tous les représentants du Parti et du gouvernement qui vinrent dans notre village portaient une arme, généralement avec discrétion. Mais le camarade Zeitlin n'était probablement pas sûr de sa popularité car il exhibait avec ostentation son revolver. Il exerça ses fonctions sans perdre de temps. Le jour de son arrivée, il commença à faire le tour des maisons. Ces visites donnèrent lieu à nombre d'anecdotes, dont l'une avait un succès particulier : on raconta que, dans une étable, une jument remua la queue sous son nez et le salit de crottin.

« Oh ! cette fichue vache ! » grogna-t-il, et il donna un coup de pied dans le sabot de la jument. La jument riposta, et le fermier dut aider le camarade Zeitlin, très énervé, à se relever.

Ce coup ne le dissuada pas de continuer son inspection. Une fois arrivé dans l'enclos des bovins, il fit l'erreur inverse.

Peut-être pour convaincre le fermier qu'il n'avait toujours pas peur des animaux, il s'approcha d'un veau.

« Quel beau poulain ! » s'exclama-t-il.

Le fermier, étant un homme poli, avait hésité à le corriger après sa première erreur, mais, cette fois-ci, il lui dit gentiment :

– Ce n'est pas un poulain. C'est un veau, né d'une vache. Le poulain naît d'une jument.

– Poulain ou veau, répondit Zeitlin, cela n'a pas d'importance. La révolution prolétarienne mondiale n'en souffrira pas.

Cette dernière phrase était son expression favorite. À l'époque, nous n'en comprenions pas le sens. Mais nous nous amusions de ce qu'un représentant du Parti et du gouvernement ne sache pas distinguer un cheval d'une vache, et leur progéniture.

Mais le camarade Zeitlin connaissait son travail. Il connaissait également les instructions du Parti sur la façon d'opérer. Tandis que les villageois s'amusaient et se distrayaient de son ignorance, le centre du village débordait d'activité. Des messagers convoquaient certains habitants, suscitant en nous un mélange de curiosité et de peur. D'autres étrangers, souvent des officiers supérieurs, débarquaient dans notre village presque quotidiennement. Nous voyions souvent le millième inspecter des maisons tant avec des officiels du village qu'avec des étrangers.

Un jour, arriva une équipe d'ouvriers du téléphone, qui installa rapidement une ligne entre notre village et le centre du district. Seuls quelques villageois savaient ce qu'était un téléphone, mais, même eux, comment auraient-ils pu deviner la véritable raison pour laquelle on l'avait installé chez nous ? Les officiels ne manquèrent pas de souligner qu'il s'agissait d'un symbole du grand progrès qu'accomplissait le village sous le régime communiste.

Nous n'eûmes pas à attendre trop longtemps pour que la stratégie du camarade Zeitlin se dévoilât. Le premier incident eut lieu un matin froid de janvier 1930, très tôt, alors que les habitants du village dormaient encore : on en arrêta quinze. Quelqu'un raconta que les tchékistes¹ étaient arrivés à minuit et qu'avec l'aide des officiels, ils avaient fait monter de force leurs prisonniers dans leur fourgonnette puis avaient disparu avant que le village se fût éveillé.

Les personnages les plus en vue du village figuraient parmi les prisonniers : un instituteur qui travaillait chez nous depuis avant la révolution ; le secrétaire du *soviet* (conseil) du village, homme influent et populaire qui conseillait les gens pour les

1. Les tchékistes étaient les membres de la police politique soviétique originelle, la *Tcheka*, abréviation de Commission extraordinaire panrusse pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage (1917-1922). La *Guépéou* lui succéda. L'ancien titre de tchékiste est toujours usité : aujourd'hui encore, les membres du *KGB* sont souvent qualifiés ainsi. La propagande soviétique les présente comme des héros nationaux.

problèmes juridiques ; enfin le propriétaire d'un magasin. Les autres étaient des fermiers ordinaires qui jouissaient d'une bonne réputation. Aucun de nous ne savait pour quel délit ils avaient été arrêtés, ni où on les avait emmenés.

C'était très inquiétant. Nos responsables avaient été enlevés en une seule nuit. Les fermiers, ignorants et illettrés pour la plupart, s'en trouvèrent donc encore plus désarmés.

Les familles des prisonniers furent expulsées presque tout de suite de leurs maisons. Je fus témoin de ce qui arriva à l'une d'entre elles. Nous habitons près de chez Timish Zaporozhets, que nous, enfants, appelions oncle Timish. Un jour, vers midi, un groupe d'officiels débarquèrent chez lui. Le responsable annonça à la femme d'oncle Timish que, son mari ayant été arrêté en tant qu'«ennemi du peuple», tous ses biens seraient immédiatement confisqués et déclarés propriété d'État. Bouleversée, cette femme essaya de discuter. Elle demanda de quelle trahison son mari était coupable envers le peuple pour mériter d'être déclaré son ennemi. Mais les officiels n'étaient pas d'humeur à aborder ce sujet. Ils lui réitérèrent l'ordre de quitter la maison. On lui dit également qu'elle pouvait emporter ses affaires et celles des enfants, les vêtements par exemple, mais devait laisser tout le reste.

Elle se rendit compte alors que ces messieurs parlaient sérieusement. Les larmes aux yeux, elle les supplia de lui permettre de rester chez elle jusqu'au lendemain pour pouvoir rassembler ses affaires. Ce fut en vain. On lui ordonna une nouvelle fois de partir. Elle s'évanouit et tomba par terre. Ses enfants se mirent à pleurer. Le responsable donna pour instruction de la porter jusqu'au traîneau qui, devant la maison, était prêt à les emmener. Sur ce, elle revint à elle et, en sanglotant, dit aux officiels qu'elle ne savait où aller. Cette maison était son foyer depuis tant d'années. Elle l'avait construite avec son mari et ses enfants.

Les larmes et les prières ne servirent à rien. Les officiels la pressèrent de se hâter. Le responsable la prit par les épaules. Elle se débarrassa de son étreinte en criant. Il ordonna alors qu'on l'expulse physiquement. Quand les hommes se saisirent d'elle, elle se débattit, leur tira les cheveux. On la traîna et la jeta dans le traîneau. Tandis que deux hommes la tenaient, on amena les enfants. On lança quelques-unes de leurs affaires sur le traîneau qui se mit en marche. Toujours maîtrisés par les deux officiels, la femme d'oncle Timish et ses enfants disparurent, en criant et en gémissant, dans la brume de l'hiver.

Nous apprîmes plus tard qu'ils avaient été conduits à la gare et embarqués dans un train de marchandises spécialement affrété qui partait vers le Nord. Toutes les familles des autres prisonniers subirent le même sort. Nous n'entendîmes plus jamais parler d'eux.

Quelques jours après ces arrestations et ces expulsions, un messager nous convoqua à un rassemblement qui se tint dans l'ancienne maison de Timish Zaporozhets. L'intérieur en avait déjà été entièrement transformé. Les murs avaient été abattus et les trois anciennes pièces étaient devenues une sorte de salle, meublée de bancs rudimentaires. Nous comprîmes alors que Timish avait été victime de sa propre maison. Ils l'avaient arrêté parce qu'ils avaient besoin d'un grand bâtiment.

On nous annonça qu'une nouvelle administration allait être instaurée dans notre village, ce qui, au début, n'éveilla pas nos soupçons. Il devait être divisé en unités et sous-unités appelées des Cents, des Dix et des Cinq.

Je n'étais à l'époque qu'un adolescent et les conséquences de ces divisions ne me concernaient guère. Mais je me rendis compte par la suite à quel point ce nouveau système d'administration, sur le mode du «Passez-vous la corde autour

du cou¹ », était un piège inéluctable. Grâce à ces divisions et subdivisions, le millième, avec son groupe de fonctionnaires, pouvait exercer sur nous un contrôle sans partage. De plus, il pouvait détecter et étouffer toute opposition, et donc collectiviser rapidement tout le village.

Notre village comptait environ 800 maisons et 4 000 habitants. Il était divisé en 8 Cents, 80 Dix et 160 Cinq. Pour chacun de ces échelons, le *soviet* du village désignait un responsable, soit 248 en tout. Un propagandiste² était affecté à chaque Cent, un agitateur³ à chaque Dix et à chaque Cinq. 496 habitants du village étaient donc impliqués dans le fonctionnement de cette nouvelle administration.

Une « commission pour l'approvisionnement en pain » fut en outre mise en place au niveau de chaque Cent. De telles commissions existaient déjà, mais il n'y en avait qu'une par village ; avec le début de la collectivisation, leur nombre fut multiplié. Contrôlées par le Parti, elles étaient organisées dans le seul but d'assurer la collecte des quotas de blé. Plus tard, lorsque la collectivisation et la politique de « liquidation des

1. J'utilise ici cette expression pour décrire la nouvelle administration des villages établie au début de la collectivisation, parce que les fermiers devaient y participer activement : ils se détruisaient eux-mêmes par leurs propres actes, ils se passaient la corde autour du cou.

2. Propagandiste : titre officiel donné par les communistes aux personnes dont la mission était de répandre leurs idées. Les propagandistes étaient les yeux et les oreilles du Parti. Ce sont eux qui introduisirent la politique de collectivisation auprès de la population au niveau du village. Ils étaient habituellement choisis parmi les membres du Parti ou du *Komsomol*.

3. Les agitateurs se différencient des propagandistes en ceci qu'ils étaient censés mobiliser le peuple en faveur d'une certaine stratégie. En fait, il n'y avait pas tellement de différence entre les deux fonctions. Toute personne dont le discours reflétait la ligne du Parti était qualifiée pour être nommée agitateur. Ce titre était même donné à des enfants que l'on envoyait faire du porte-à-porte, avec du matériel de propagande entre les mains et des phrases préfabriquées à la bouche.

*kourkoul*s en tant que classe sociale¹ » furent annoncées, elles devinrent le principal levier de l'organisation des fermes collectives et de l'expropriation des *kourkoul*s. En réalité, elles se transformèrent en gouvernements arbitraires du monde rural.

La commission pour le pain était composée de dix membres et plus, ce qui augmentait de quatre-vingts le nombre des responsables du village. Enfin, il y avait trois *vykonavsti* permanents, délégués par la milice, pour chaque Cent, soit vingt-quatre en tout. Ces *vykonavsti* étaient importants dans la mesure où ils jouaient de fait le rôle de la milice sur un plan local, c'est-à-dire de la police soviétique. Ils pouvaient procéder à des arrestations sans aucune formalité légale. Ainsi étaient mis en place 600 fonctionnaires de subdivision, 75 pour chaque Cent. Chaque unité de 100 maisons

1. Le terme ukrainien *kourkoul* (*koulak*, en russe) désignait dans le vocabulaire officiel un usurier de village. Tout fermier qui employait de la main-d'œuvre, qui possédait du matériel lourd ou louait à bail sa terre dans un but commercial, etc. était qualifié de *kourkoul*. Cette définition fut acceptée en Occident et nous pensons que *kourkoul* désigne un fermier riche ou aisé. Cette interprétation peut être fallacieuse parce que les communistes appliquaient cette épithète sans discrimination à tous les fermiers, y compris ceux qui étaient vraiment pauvres.

Pendant la collectivisation, on utilisa abondamment cette étiquette, et le mot s'appliqua abusivement à tous les fermiers qui refusaient de rejoindre la ferme collective. La politique de « liquidation des *kourkoul*s en tant que classe sociale », introduite par le Parti en 1929, eut pour conséquence la disparition de milliers de fermiers qualifiés de *kourkoul*s. Beaucoup d'entre eux furent tout simplement tués ; d'autres moururent de faim pendant la famine de 1932-1933 en Ukraine ; d'autres encore furent déportés dans les « camps de travail de redressement » ou dans des camps de concentration. L'étiquette de *kourkoul* s'appliquait à tous ceux, mêmes non-fermiers, qui manifestaient le moindre signe de désaccord ou d'opposition à la politique agricole communiste pendant cette période. Le fait de posséder une maison d'une pièce, une vache et quelques poulets, voire un toit de tôle ou un plancher, suffisait pour être qualifié de *kourkoul*.

était donc contrôlée par 75 personnes. Ce chiffre augmentait si l'on y ajoutait les 35 membres du *soviet* du village et les 17 officiels du *kolhosp*¹. 652 « fonctionnaires » prirent en main le village, un pour six habitants.

La plupart des personnes nommées à ces postes étaient choisies parmi les fermiers et se trouvaient donc dans une situation délicate. Ils ne haïssaient rien tant que l'exploitation collective et n'en furent pas moins les instruments de son instauration. Assignés à des tâches comme le sont les soldats, ils n'avaient d'autre choix que d'obéir aux ordres. Qu'ils occupassent une fonction dans ce genre d'organisation ou d'institution, employés ou non par le gouvernement, et ils étaient considérés comme des « officiels », titre très important car il leur assurait un pouvoir pratiquement illimité. En effet, tout représentant d'un organisme administratif bénéficiait de droits sans limites en matière de commandement et d'exigences. Le villageois ordinaire se mit à redouter tout ce qui se parait un tant soit peu d'un statut officiel, alors que ce même villageois, dès lors qu'il en bénéficiait, jouissait d'un énorme avantage.

Devenait un officiel tout fermier affecté à une commission, un comité, ou un genre de brigade ou de groupe à vocation administrative.

Selon la conception communiste, être un officiel soviétique représentait un honneur. Refuser cet honneur était signe de

1. *Kolhosp* est un terme ukrainien qui signifie « économie collective » ou « culture collective » (*kolkhoze*, en russe). Selon les statuts, un *kolhosp* était une entreprise coopérative volontaire réunissant un groupe de fermiers qui mettaient en commun leurs terres et leurs outils agricoles et étaient rémunérés, en nature et en espèces, selon leur travail. Mais, en réalité, le *kolhosp* fut imposé aux fermiers et se trouvait sous le contrôle exclusif du parti communiste et du gouvernement. Les membres du *kolhosp* n'avaient pas leur mot à dire dans la politique agricole ou de distribution des revenus.

déloyauté envers le régime – une intolérable offense. Qui refusait une nomination ou une activité officielles encourait une sévère pénalité en tant qu'ennemi du peuple présumé. Cette politique avait été appliquée avec une telle rigueur que peu de personnes avaient osé refuser une nomination ou manifester leur opposition.

Afin de pouvoir exiger l'exécution de certaines obligations envers l'État, un officiel devait les remplir lui-même et donner l'exemple. Y manquer était se voir accusé de refuser d'obéir au Parti et au gouvernement. Comme la tâche de ces officiels consistait à collectiviser et à collecter des denrées alimentaires, ils devaient se collectiviser eux-mêmes et livrer leurs quotas.

Il existait auparavant une autorité dans le village, le *soviet* élu par une assemblée générale qui choisissait le comité exécutif, son président et son secrétaire. À l'époque, les organisations politiques comme le parti communiste et le *Komsomol* ne jouaient pas encore un rôle important au sein du système administratif du village, car rares étaient les villageois qui en faisaient partie.

Ce genre d'autogouvernement fut aboli au début de la collectivisation. L'assemblée générale et le *soviet* du village perdirent leur pouvoir au profit du Parti, auquel les villageois adhéraient de plus en plus nombreux. Ainsi le Parti, en remplaçant le *soviet* du village dans l'ensemble de ses fonctions, se rendit-il maître du village en dictant sa volonté à l'assemblée générale, laquelle devint, dans ses mains, une marionnette. Le sort du *soviet* était réglé. Seuls des membres du Parti et du *Komsomol*, ou des personnes dont la loyauté envers le Parti et le gouvernement était inattaquable, pouvaient être élus ou nommés aux postes de responsabilité.

À peu près au moment de l'arrivée du millièmè, deux institutions furent introduites dans notre village : la Section